

# État et élus locaux : le bras de fer persiste



Les élus poursuivent l'offensive. Hier, au congrès des départements, ils ont signé l'« accord de Rennes » pour relancer la décentralisation. Ici, Hervé Morin, François Baroin et Dominique Bussereau. La ministre des Territoires, Jacqueline Gourault, est attendue aujourd'hui. Page 4

## Entretien avec Tony Estanguet : « Les JO, l'affaire de tous »

Le patron des Jeux olympiques 2024, Tony Estanguet, est à Rennes aujourd'hui. Nous l'avons rencontré à cette occasion. Le triple champion olympique de canoë nous livre son sentiment sur l'avancement du projet.

En Sports



Philippe Henaut

## Amazon ouvre ses rayons aux producteurs locaux

Amazon a lancé, hier, une « Boutique des producteurs » : des producteurs régionaux français y proposeront près de 2 000 références aux millions de clients du géant du commerce en ligne en Europe.

Page 5



MarcPPP

## La lutte des enfants pour le climat

Grève de l'école, plainte contre des gouvernements, manifeste contre les pollueurs... Dans le monde entier, des milliers de jeunes luttent pour leur droit à vivre dans un environnement sain. Ici, une manifestation à Washington.

Page 3



Laure Shauli

## L'indiscipline selon Étienne Daho

Attention, Étienne Daho est en tournée dans l'Ouest ! Avant Saint-Lô, Nantes et Rennes, il chante ce soir à Lorient (Morbihan), au festival Les Indisciplinés. L'occasion de lui proposer une interview... « indisciplinée ».

En Cultures



Thomas Bregandis

## Calvados

Monoxyde de carbone : 5 enfants et une adulte hospitalisés Page 6

Le nom de Fernand inscrit sur le monument aux morts Page 9

## Commentaire

par Stéphane Vernay

# État - élus : le compte n'y est pas

Le congrès de l'Association des départements de France (ADF) devait être celui de la réconciliation. La ministre de la Cohésion des territoires et celui des Collectivités territoriales y sont ce matin. Ils viennent à Rennes avec des propositions concrètes : 250 millions pour aider les départements à financer les allocations individuelles de solidarité et 141 millions pour l'accompagnement des mineurs étrangers non accompagnés.

Ces deux rallonges, présentées quelques mois plus tôt, auraient sans doute fait l'affaire. Elles ne passent plus aujourd'hui. « Il y a un acompte, mais le compte n'y est pas », estime le président de l'ADF, Dominique Bussereau. Les Départements déboursent 18,6 milliards pour les allocations individuelles de solidarité ? L'État ne leur en rembourse que la moitié. Ils ont financé l'accompagnement de 25 000 mineurs non accompagnés l'an dernier, à hauteur de 1,25 milliard ? Ils en attendent 40 000 cette année, pour 2 milliards de dépenses.

Les montants proposés ne sont pas « à la hauteur des défis », regrette Dominique Bussereau, qui demande plus. « Pas parce que nous sommes des pleurnicheurs, des demandeurs d'argent public », précise-t-il. Mais bien parce

que les élus locaux attendent désormais plus de l'État. Plus que de l'argent, c'est du respect qu'ils exigent. Et des engagements concrets. Ils ne veulent plus « renouer le dialogue », mais négocier. Co-construire. Être écoutés.

### Colère partagée

Cette posture ne concerne pas que les conseillers départementaux. Régions et communes sont sur la même longueur d'onde. Et la chose ne s'est pas jouée à Rennes, mais à Marseille, fin septembre, où les trois grandes associations d'élus (l'ADF, l'AMF pour les maires et Régions de France) ont lancé un appel « pour les libertés locales ».

Leur unité a démontré que la colère des élus n'était pas partisane, mais largement partagée. Une colère ancienne, fondée sur des années de baisse des moyens alloués aux collectivités – moins 18 milliards sous le quinquennat Hollande – et des réformes imposées, vécues comme des brimades.

Beaucoup ont cru que l'élection d'Emmanuel Macron allait changer cela. La création d'une nouvelle instance de dialogue, la Conférence nationale des territoires, ses discours sur le « pacte girondin »

et les libertés qu'il entendait donner aux collectivités a fait naître un espoir... Immédiatement déçu par une série de mesures mises en œuvre par le gouvernement.

Les décalages entre les discours et les actes ont achevé de saper la confiance. Emmanuel Macron semble l'avoir compris. Il a multiplié les gages lors du remaniement gouvernemental. En créant un grand ministère de la Cohésion des territoires. En recevant les représentants des grandes associations de collectivités. En reconnaissant l'importance des maires dans son allocution à la Nation.

Ces signaux forts ont été entendus par les élus, qui les apprécient. Mais ils n'y croient plus. « Des paroles, nous en avons à profusion, mais nous ne nous paierons plus de mots, a prévenu André Viola, président PS du conseil départemental de l'Aude, hier, à Rennes. Nous voulons des preuves et des actes. »

Il faudra plus que de la « pédagogie » pour sortir de la crise. Et des élus qui, même légitimement en colère, ne s'opposent plus à toute main tendue. Ils sont un maillon essentiel dans la conduite des réformes voulues par le gouvernement. Le pays n'avancera pas sans une vraie réconciliation.

## 15 JOURS IRRÉSISTIBLES

Jusqu'au 19 novembre

Des prix irrésistibles sur une large sélection de canapés cuir ou tissu.

CUIR CENTER



FABRIQUÉ EN EUROPE

Lagos. Canapé 3 places 100 % cuir

1290€\* 1690€  
dont 8,50 € d'éco-part

\*Canapé 3 places LAGOS (L. 212 x H. 93 x P. 95 cm) : 1290 € au lieu de 1690 € (dont 8,50 € d'éco-participation), prix de lancement TTC maximum conseillé, hors livraison (tarifs en magasins), valable uniquement du 02 au 19/11/2018 en cuir Pasadena coloris gris (Col. 10D3 GREY). Cuir de vachette, fleur corrigée pigmentée. Existe dans d'autres coloris (tarifs en magasins). Structure en hêtre massif et panneaux de particules. Assise mousse polyuréthane HR d.35 kg/pa 2,4 pa et dossier fibre polyester. Suspensions sangles élastiques. Coussin déco en option.

TOUTE LA SÉLECTION 15 JOURS IRRÉSISTIBLES EN MAGASINS ET SUR [WWW.CUIRCENTER.COM](http://WWW.CUIRCENTER.COM)



Route de Paris - 14120 MONDEVILLE